

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 33

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

Article 33

1. Sans préjudice des dispositions particulières de l'article 24 du présent Titre, les accords entre l'Union et des États tiers ou organisations internationales sont négociés et conclus selon la procédure suivante.
2. Le Conseil autorise l'ouverture des négociations, arrête les directives de négociation et conclut les accords.
3. La Commission, ou le Ministre des Affaires étrangères de l'Union ~~lorsque l'accord porte exclusivement ou principalement sur la politique étrangère et de sécurité commune, dans les domaines de compétences de celui-ci fixés à l'article 19 de la partie I, présente des recommandations au Conseil qui l'autorise à ouvrir des négociations. La Commission et le Ministre des Affaires étrangères de l'Union, présentent, le cas échéant, des recommandations conjointes.~~
4. Le Conseil désigne dans le cadre de la décision d'autorisation des négociations, en fonction de la matière du futur accord, le négociateur ou le chef de file de l'équipe de négociation de l'Union.
5. Le Conseil peut adresser des directives des négociations au négociateur de l'accord et peut désigner un comité spécial en consultation avec lequel les négociations doivent être conduites.

6. Sur proposition du négociateur de l'accord, le Conseil en décide la signature et, le cas échéant, son application provisoire avant son entrée en vigueur.
7. Le Conseil conclut l'accord sur proposition du négociateur de l'accord. Sauf lorsque l'accord porte exclusivement sur la politique étrangère et de sécurité commune, le Conseil ne conclut l'accord qu'après consultation du Parlement européen. Le Parlement émet son avis dans un délai que le Conseil peut fixer en fonction de l'urgence. En l'absence d'avis, dans ce délai, le Conseil peut statuer. L'avis conforme du Parlement européen est cependant requis en cas d'accord d'association, en cas d'adhésion à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que d'accords créant un cadre institutionnel spécifique en organisant des procédures de coopération, les accords ayant des implications budgétaires notables pour l'Union et les accords couvrant des domaines auxquels s'applique la procédure législative. Le Conseil et le Parlement européen peuvent, en cas d'urgence, convenir d'un délai pour l'avis conforme.
8. Par dérogation aux dispositions qui précèdent, le Conseil peut, lors de la conclusion d'un accord, habiliter le négociateur de l'accord à approuver les modifications au nom de l'Union lorsque l'accord prévoit que ces modifications doivent être adoptées selon une procédure simplifiée ou par une instance créée par ledit accord ; le Conseil peut assortir cette habilitation de certaines conditions spécifiques.
9. Au cours de toute la procédure, le Conseil statue à la majorité qualifiée, conformément, pour la politique étrangère et de sécurité commune, aux dispositions de l'article 9. Il statue cependant à l'unanimité lorsque l'accord porte sur un domaine pour lequel l'unanimité est requise pour l'adoption de règles internes ainsi qu'en cas d'accord d'association et en cas d'adhésion à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.
10. Le Conseil, sur proposition du Ministre des Affaires étrangères de l'Union ou de la Commission, décide de la suspension de l'application d'un accord et établit les positions à prendre au nom de l'Union dans une instance créée par un accord, lorsque cette instance est appelée à adopter des décisions ayant des effets juridiques, à l'exception des décisions complétant ou modifiant le cadre institutionnel de l'accord.

11. Le Parlement européen est immédiatement et pleinement informé de toutes les étapes de la procédure décrite au présent article.
12. Le Parlement européen, le Conseil, la Commission, la Banque centrale européenne ou un État membre peut recueillir l'avis de la Cour de justice sur la compatibilité d'un accord envisagé avec les dispositions de la Constitution auxquelles s'étend la compétence juridictionnelle de la Cour de justice. En cas d'avis négatif de la Cour de Justice, l'accord envisagé ne peut entrer en vigueur sauf révision de la Constitution selon la procédure prévue à l'article [N].

Explication éventuelle :

La rédaction du paragraphe 3 telle que proposée par le *præsidium* laisse subsister une ambiguïté quant à l'appartenance du Ministre des affaires étrangères à la Commission. L'amendement proposé au paragraphe 3 vise à lever cette ambiguïté, tout en gardant l'esprit de la rédaction initiale. Cette clarification faite, la modification du paragraphe 10 n'est pas nécessaire.